

que par l'intervention de facteurs politiques à savoir par la présence des organismes revendicatifs du prolétariat. La discussion au XI^e Congrès du Parti russe sur la question syndicale où l'Opposition Ouvrière fut littéralement écrasée, doit nous conduire à affirmer que même en régime de dictature prolétarienne, puisque, comme nous le verrons par la suite, les phénomènes essentiels de l'économie capitaliste restent debout (et il ne pourrait en être autrement dans la période de transition) le seul vaccin pouvant permettre à l'Etat prolétarien de ne pas évoluer vers l'opportunisme consiste justement dans la possibilité largement ouverte aux masses d'intervenir pour la sauvegarde de leurs intérêts. Loin de vouloir faire, du jour au lendemain, de tous les ouvriers les gérants de l'économie, loin de présenter aux masses ces desseins purement démagogiques, il faudra affirmer carrément que l'ouvrier pouvant atteindre cette position dirigeante est celui qui, devenu membre du parti, peut, du fait de l'appartenance à cette organisation, retirer les données essentielles afin de diriger l'Etat prolétarien vers le chemin de la révolution mondiale. Cela ne signifie nullement que l'ouvrier membre du parti aurait une position économique supérieure à l'égard du sans-parti, car nous savons tous que le communiste préposé au contrôle et à la direction économique et politique ne peut être assimilé aux fonctionnaires administrant l'économie et auxquels l'Etat prolétarien se trouve forcé d'allouer des rétributions supérieures. Pour la masse ouvrière dans son ensemble, il faut sauvegarder son droit d'intervention continu pour la défense de ses intérêts: les bolchéviks, lorsqu'ils prétextèrent du danger de restauration bourgeoise à la suite des mouvements possibles du prolétariat, en arrivèrent ainsi à prescrire le droit de grève et à étatiser en fait les syndicats; ils enlevèrent en réalité à l'Etat soviétique le seul contrôle réel des masses.

Le type de centralisation que le prolétariat doit revendiquer se distingue radicalement du centralisme capitaliste. Celui-ci s'épanche suivant les formulations de la démocratie qui n'est, en définitive, qu'un masque destiné à mettre les ouvriers dans l'impossibilité de comprendre la réalité de leur exploitation. Le type de centralisation que revendiquera le prolétariat est celui qui laisse debout

l'organisme de lutte du prolétariat, le syndicat, au travers duquel les masses viseront à la défense de leurs intérêts. Il est évidemment facile de reprendre des citations copieuses de Marx, Engels et Lénine pour montrer qu'en définitive nos maîtres voyaient le processus du dépérissement de l'Etat au travers d'une extension progressive de son processus de démocratisation. Mais, à plusieurs reprises, nous nous sommes expliqués sur ce sujet et avons indiqué que la partie caduque — parce que de nouvelles situations historiques ont transformé en contre-révolutionnaires les forces démocratiques, progressives du temps de nos maîtres — que cette partie caduque de leur production politique ne consiste nullement dans les principes qu'ils ont élaborés, mais dans les solutions contingentes qu'ils ont préconisées et qui devaient se modifier à cause du changement intervenu dans les nouvelles situations historiques. D'ailleurs, Lénine lui-même, dans « l'Anti-Kautsky », a exprimé des notions radicales et, à notre avis, parfaitement justes, au sujet de la démocratie et Marx, dans la « Critique du Programme de Gotha », prend bien soin de ne pas se lier les mains et dit: « ses revendications (du programme, n.d.r.) ne contiennent rien de plus que la vieille litanie démocratique connue de tout le monde: suffrage universel, législation directe, droit du peuple, milice populaire, etc ». Et Marx, aussi bien qu'Engels d'ailleurs, dans « l'Origine de la famille », s'il appuie sur la démocratie, c'est « parce que, sous cette dernière forme étatique de la société bourgeoise, se livrera la suprême bataille entre les classes ». Nous savons fort bien que, dans les événements de l'après-guerre, la démocratie s'est révélée être non la condition pour livrer la bataille suprême, mais le dernier rempart où le capitalisme a pu effectuer sa manœuvre pour éviter l'attaque révolutionnaire du prolétariat. Bien évidemment, il était impossible à Marx de prévoir ces situations, mais, dans le domaine des principes, il nous a donné ce qui nous est indispensable et suffisant: les notions de classe valant pour n'importe quelle contingence et pour toute la période de transition vers la société communiste.

Nous examinerons, dans la suite de cette étude, les problèmes de la N.E.P. et ceux de la dictature du parti du prolétariat.

Les Problèmes de la Monnaie

(Suite)

Nous avons vu que s'opposant nettement à la théorie quantitative, la loi marxiste de la circulation monétaire énonçait que la quantité d'or circulant dépendait de la valeur des marchandises. Au contraire, la valeur des billets ne pouvait dépendre que de leur propre quantité en circulation. Tant que cette quantité correspondait à la quantité d'or qui aurait normalement circulé le papier conservait la valeur qui lui était assignée par sa fonction; mais si cette loi de proportion était violée, par conséquent, si la quantité de billets excédait les besoins de la circulation des marchandises, et qu'il y eût « création » de monnaie, résultant d'une cause qui ne fût pas économique, cette masse excessive de billets continuait à ne représenter que la quantité d'or économiquement indispensable. C'est-à-dire que si la masse de billets doublait, chaque unité monétaire papier ne représentait plus qu'une quantité d'or égale à la moitié de la quantité primitive. Avec une circulation d'or, l'or en excédent était simplement retiré de la circulation, au contraire les billets en excès, s'ils ne pouvaient être convertis en or étaient convertis en marchandises; la demande de celles-ci doublait artificiellement et par conséquent les prix doublaient aussi. Il y avait inflation de billets parce que leur émission dépassait les nécessités économiques et s'effectuait dans le vide tout comme si on émettait un chèque sur un compte bancaire où n'existerait pas un centime; avec cette différence cependant que le paiement du chèque serait refusé tandis que le papier-monnaie avait un cours forcé. Une circulation « saine » de billets ne pouvait donc se mouvoir que dans des limites strictement déterminées et cette condition même obligea à leur donner une consécration légale qui ne pouvait être imposée qu'à l'intérieur des frontières nationales.

L'or, comme moyen de circulation prit ainsi deux formes monétaires qui s'opposèrent de plus en plus avec l'évolution même du Capitalisme: l'une, sa forme pure, matérielle qui continuerait à être le seul aspect sous lequel il apparaissait en tant qu'instrument international des échanges et

des paiements (indépendamment d'instruments plus développés comme la lettre de change); l'autre, sa forme papier qui circula à l'intérieur de chaque nation capitaliste où elle put s'identifier avec l'or dans les limites d'une émission normale, tandis que sa valeur internationale se régla par le cours du change.

Depuis 20 ans, on assiste à ce phénomène d'apparence paradoxale que l'or a pratiquement disparu des sphères de circulation intérieure alors que la masse d'or continue à croître considérablement. De 1901 à 1929, la production d'or atteignit plus de la moitié du stock mondial existant à la fin de cette période; on extraya donc en moins de 30 ans à peu près autant d'or qu'au cours de tous les siècles précédents. Pendant la crise mondiale, l'accroissement de la production dépassa encore le rythme de la période d'expansion précédente. Et cependant, l'or a disparu aux yeux du commun des mortels. Pour ne considérer que la France, ployant sous le faix de sa masse d'or équivalente à près de 100 milliards de francs, en 1934, les paiements de la Banque de France s'effectuaient comme suit: 0.2 p.c. en or, 7.8 p.c. en billets, 92 p.c. en chèques virements.

La différenciation qui s'opéra au sein de la circulation monétaire mondiale entre sphère de circulation nationale et sphère de circulation internationale, créa entre les prix intérieurs des marchandises et leurs prix mondiaux, une opposition qui ne put que s'accroître avec le développement du système du crédit et de la monnaie en tant qu'instrument de paiement. Le mécanisme monétaire des échanges se scinda définitivement en deux tronçons lorsqu'éclata la première guerre impérialiste.

A côté du système d'émission de billets de banque, première forme de la monnaie de crédit et appelée pour cette raison monnaie fiduciaire, se constitua un mécanisme extrêmement complexe et délicat qui prit son origine dans l'importance grandissante qu'acquies la fonction de la monnaie comme moyen de paiement. Le système du crédit